

ALGER

Alger républicain

Extract of Alger républicain

<http://alger-republicain.com/Le-communiste-francais-Bernard.html>

Le communiste français Bernard Deschamps dénonce le Colloque organisé par Marie-George Buffet sur l'Algérie*

Publication date: mercredi 27 octobre 2021

- Actualité politique nationale -

Copyright © Alger républicain - Tous droits réservés

Le 15 octobre dernier, s'est tenue, dans les locaux de l'Assemblée Nationale à Paris, à l'initiative de Marie-George Buffet et de l'ONG Riposte internationale, « *Une journée d'échanges et de communication sur la situation politique en Algérie* ».

A deux jours de la commémoration du 60e anniversaire du 17 octobre 1961, cette initiative ne peut apparaître que comme une tentative de diversion. Alors que la quasi-totalité des forces démocratiques et pacifistes en France exige que toute la lumière soit faite sur le crime d'Etat commis par le gouvernement français, responsable de la mort de plusieurs centaines d'Algériens à Paris.

Quelques voix isolées tentèrent au cours de ce colloque d'évoquer cette date tragique, ainsi que la décennie noire des années 90, mais elles ne rencontrèrent aucun écho de la part des organisateurs.

Le choix des intervenants, à quelques exceptions près, et le contenu des interventions, confirmèrent que l'objectif était de faire le procès du régime algérien. Tous, sans exception, ont dénoncé avec beaucoup d'agressivité, un régime qualifié de « militaro-islamo-policier ».

Il est certes légitime et nécessaire de dénoncer la répression politique qui s'amplifie depuis quelques mois et d'affirmer notre solidarité avec les victimes, mais à partir de cette réalité inquiétante, c'est le régime algérien dans sa globalité depuis l'indépendance en 1962 qui fut mis en accusation.

Ce colloque s'inscrit par là même dans le cadre d'une offensive politique de grande envergure engagée en Algérie et au niveau mondial pour discréditer la période « socialiste » de 1962 à 1978, sous les présidences d'Ahmed Ben Bella puis de Houari Boumediene, avant que l'Algérie, à la mort de celui-ci, se convertisse à l'économie de marché.

Malheureusement, Marie-George Buffet, en contradiction avec les analyses du Parti communiste Français, soutint cette position et affirma que « *Nous devons rompre avec la vision d'un gouvernement progressiste à l'indépendance* ».

Il est vrai que la Constitution algérienne de 1963, dans le prolongement de la guerre d'indépendance conduite de façon centralisée par le Front de Libération Nationale (FLN), instaure un régime de parti unique qui concentrait tous les pouvoirs dans les mains du président de la République. Le Parti Communiste Algérien avait été interdit dès le mois de novembre 1962. Dans le même temps elle se prononce pour « *la voie de l'édification du pays, conformément aux principes du socialisme et de l'exercice effectif du pouvoir par le peuple dont les fellahs, les masses laborieuses et les intellectuels révolutionnaires constituent l'avant-garde.* » (Préambule), et à partir de 1962, en rupture avec l'ordre colonial, sera mise en oeuvre une politique sociale et de santé avancée ; le développement de l'enseignement public gratuit pour toutes/tous ; l'essor des coopératives agricoles et d'une industrie nationalisée ; une politique internationale de paix, d'amitié et de coopération entre les peuples. Alger était alors « La Mecque des Révolutionnaires ».

Un autre aspect du colloque est particulièrement inquiétant. Parmi les invités figurait l'avocat du MAK (Mouvement pour l'Autodétermination de la Kabylie) qui fit, sans être contredit, la promotion de ce mouvement subversif, ainsi que l'éloge du Maroc complice de l'Etat d'Israël et des Etats-Unis au détriment du droit de la Palestine à un Etat et du droit à l'autodétermination du peuple sahraoui.

L'Algérie, actuellement dirigée par un Etat sans véritable assise populaire, dont l'élection présidentielle de décembre 2019 et les législatives de juin 2021 ont été boycottées par la quasi-totalité des partis politiques, est depuis lors la cible d'une offensive intérieure et extérieure visant à la contraindre à abandonner les acquis sociaux de la période postindépendance et à se soumettre davantage aux diktats du capital mondialisé. Dans le même temps, se

développent les entreprises de déstabilisation menaçant l'intégrité territoriale de l'Algérie. Il est profondément regrettable que Marie-George Buffet tolère ou participe à ces manoeuvres.

S'agissait-il de sa part d'une initiative individuelle ou d'une initiative du groupe des députés communistes comme la tonalité du colloque le laisse entendre ? J'aimerais connaître à ce sujet l'opinion de Fabien Roussel, à la fois député communiste et Secrétaire national du PCF.

Bernard DESCHAMPS, 27 octobre 2021

* <http://www.bernard-deschamps.net/20...>

Le titre du texte a été modifié par la rédaction d'Alger républicain